



HAL
open science

Introduction. Politiques urbaines et (in)justice spatiale

Gilles Pinson, Hélène Reigner

► **To cite this version:**

Gilles Pinson, Hélène Reigner. Introduction. Politiques urbaines et (in)justice spatiale. Sociétés contemporaines, 2017, Politiques urbaines et (in)justice spatiale, 107, pp.5-21. 10.3917/soco.107.0005 . hal-01671280

HAL Id: hal-01671280

<https://hal.science/hal-01671280>

Submitted on 21 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publi es ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou priv es.

Gilles PINSON Hélène REIGNER

Introduction

Politiques urbaines et (in)justice spatiale

Les transformations du capitalisme et des systèmes productifs ont fait perdre aux villes leur fonction de foyers industriels pour en faire avant tout des centres de consommation et de coordination de systèmes de production redéployés à l'échelle mondiale. Plus que jamais, les métropoles sont des lieux de connexion de flux de capitaux et d'informations organisés à l'échelle mondiale, mais aussi des espaces d'innovation, de création et de reproduction de la force du travail du capitalisme cognitif. Si cette donne semble avoir conjuré, au moins pour les villes les mieux placées dans la nouvelle hiérarchie urbaine, le spectre de la désurbanisation et de l'évidement des centres et permis une certaine renaissance de l'urbanité chère à Jane Jacobs (1991), elle n'en génère pas moins de nouvelles contradictions sociospatiales. Certes le retour des villes (Le Galès, 2003), incarné par la relance de la planification et des politiques urbaines et par l'activisme des édiles urbains sur différentes scènes (Pinson, 2009), associé aux retours en ville (Bidou-Zachariassen, 2003), matérialisés par la redensification, la gentrification, la redécouverte du patrimoine urbain, créent les conditions d'un nouveau moment urbain (Beauregard et Body-Gendrot, 1999). Cependant, ces phénomènes s'accompagnent aussi de mécanismes plus inquiétants du point de vue de la justice spatiale comme l'éviction, les déplacements ou encore la stigmatisation de certains espaces et de populations indésirables, surnuméraires du capitalisme qui peuvent être la cible de mécanismes renouvelés de domination et d'oppression dans la ville (Young, 1990).

TRANSFORMATION DES VILLES ET MONTÉE DES INJUSTICES

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la question de la justice spatiale¹ (cf. *Justice spatiale/Spatial Justice*, 2009, 1, « Espace et justice ») soit aujourd'hui au cœur de travaux s'intéressant aux

1/ On trouve également les termes de « justice territoriale » (Harvey, 1973) ou d'« équité territoriale » (Bret, 2008).

transformations des villes, de leur structure sociale, des politiques et de la gouvernance urbaines. Le terme de justice spatiale renvoie à un chantier intellectuel qui depuis les années 1960, et à l'initiative de figures comme Henri Lefebvre (1968, 1974) et David Harvey (1973, 1992), traverse les sciences sociales. Ce chantier interroge les relations qui unissent la production de l'espace et la production des inégalités. Deux postulats structurent ce champ. Premièrement, les configurations spatiales, la localisation des individus et des groupes dans la ville et les possibilités qu'ils ont d'y circuler et d'accéder à certaines aménités peuvent être considérées comme participant à la détermination de leurs *Lebenschancen* (ou perspectives de vie) comme disait Max Weber. Deuxièmement, ces configurations spatiales sont loin de constituer un « donné ». Elles sont le produit de l'action des pouvoirs publics, des entreprises et des classes sociales. La production des formes urbaines donne lieu à des luttes entre une diversité d'acteurs, de groupes sociaux et d'organisations. Ces interventions et luttes sur et autour de la ville influent là encore sur les perspectives de vie des différents groupes qui la pratiquent. La vie en ville et la production des espaces urbains peuvent donc être appréhendées en termes de justice. Schématiquement, deux grandes orientations de recherche se dessinent à partir de ces deux postulats. Il s'agit, d'une part, de qualifier la distribution spatiale des aménités, services, biens matériels ou immatériels afin d'évaluer la capacité des politiques publiques à atténuer les inégalités sociospatiales existantes. D'autre part, d'analyser et de qualifier les processus de production de l'action publique eux-mêmes afin d'y repérer le poids respectif des différents intérêts et groupes sociaux pour mieux comprendre qui influence, qui subit dans ces processus, et à qui profitent les politiques qui en résultent.

Historiquement, ce champ de recherche s'est d'abord déployé au sein d'une géographie radicale urbaine anglo-saxonne dans un contexte caractérisé par une forte ségrégation sociospatiale des minorités ethniques, et notamment des Afro-Américains, dans les villes américaines (Los Angeles et le département d'urbanisme de l'UCLA, New York et l'université Columbia par ne citer que deux exemples significatifs) (Soja, 2009 ; Dejean, 2013). Progressivement, la notion de justice spatiale s'est diffusée : diffusion théorique transdisciplinaire au-delà de la seule géographie ; diffusion géographique ensuite vers les mondes académiques européens et, plus récemment, du monde émergent (Gervais-Lambony, Dufaux, 2009).

L'amplification des questionnements autour de la justice spatiale est très largement liée aux bouleversements économiques qu'ont connus les villes lors des trente dernières années et que les termes

de transition postfordiste permettent, sommairement mais efficacement, de nommer. Ces bouleversements ont concerné à la fois : la place de l'espace et des villes dans les processus d'accumulation ; les hiérarchies urbaines ; les structures sociales des villes ; les rapports que chaque groupe social entretient avec l'espace ainsi qu'avec les autres groupes ; mais également, et fondamentalement, les objectifs et les « cibles » des politiques urbaines. Les effets sociaux et spatiaux des transformations des villes à l'ère postindustrielle ou postfordiste ont suscité une littérature abondante. Si tous les auteurs ne s'accordent pas sur la qualification de ces effets, leur ampleur et leur degré de généralité, la transformation des équations ou équilibres sociaux (et raciaux) des villes ne fait aucun doute. La structure des marchés du travail, la distribution des revenus et donc la structuration socio-professionnelle des sociétés urbaines ont changé (Hamnett, 2003). Les termes disponibles pour « encapsuler » ces évolutions ne manquent pas : dualisation (Sassen, 2001), division (Fainstein, Gordon et Harloe, 1992), gentrification (Smith, 1996 ; Lees, Slater, Wyly, 2007 ; Chabrol et al., 2016 ; cf. *Sociétés contemporaines*, 2006, 63 (3), « Gentrification. Discours et politiques. »), ségrégation (cf. *Revue française de sociologie*, 2009, 50 (3), « Espace et ségrégations »), clubbisation (Charmes, 2011), ou encore injustice spatiale (Gervais-Lambony, Dufaux, 2009). Dans leur grande majorité, les travaux produits sur la question mettent l'accent sur l'accentuation des ségrégations, des distances physiques et symboliques qui s'instaurent entre les groupes et, en définitive, sur le fait que les groupes et leurs expériences dans la ville sont de plus en plus étrangers les uns des autres.

Parmi les tableaux les plus noirs dressés sur ces évolutions, on peut mentionner celui proposé par Marcuse et Van Kempen dans *Globalizing Cities : A New Spatial Order ?* (2000). Le nouvel ordre sociospatial que dépeignent les auteurs est composé d'enclaves protégées et exclusives, véritables citadelles urbaines réservées à une classe de citoyens fortement mobiles et intégrés dans les circuits de la globalisation, de zones centrales gentrifiées réservées aux *yuppies* et autres « créatifs », de banlieues blanches, d'enclaves ethniques et de ghettos abritant l'*underclass*. Les relations entre ces territoires qui constituent la ville postindustrielle et globalisée, et entre les groupes qui les occupent sont déterminées par une « écologie de la peur » (Davis, 1998), une obsession croissante du maintien à distance d'une altérité sociale et raciale figurant la menace ou le déclassement. L'analyse que Jacques Donzelot (2004) fait des mutations urbaines récentes à partir du cas français, si elle paraît moins catastrophiste que celle des géographes radicaux, n'est finalement pas très éloignée. Dans un article au titre suggestif, « La ville à trois vitesses », il dresse le tableau de villes françaises aux prises avec trois processus qui,

chacun à sa manière, privent ces villes de leur capacité à fabriquer du lien social : gentrification, relégation, périurbanisation.

À lire ces textes, les formes que prendraient aujourd'hui l'urbanisation et la métropolisation seraient les formes mêmes de l'injustice. Injustice sociale, injustice spatiale (Merrifield, Swyngedouw, 1997). Si l'on suit les travaux de David Harvey (1973, 1992), la dialectique sociospatiale, qui associe intimement les inégalités inhérentes au processus de production capitaliste et celles liées à la production de l'urbain, se serait emballée à mesure que les choix politiques néolibéraux privilégiaient la généralisation des mécanismes marchands et remettaient en question les dispositifs de redistribution. Les écarts de richesse croissants entre les groupes sociaux se matérialisent par des évolutions contradictoires des différents espaces qui constituent la ville et par un emballement des mécanismes de la rente foncière. Cette traduction spatiale des inégalités engendre à son tour des mécanismes d'exclusion, d'exploitation et de maintien à distance des populations marginalisées. À l'ère postfordiste et néolibérale, l'espace urbain prendrait le relais des processus économiques pour produire et accentuer les inégalités et, finalement, saper les conditions de possibilité d'une vie en société. Pour Harvey, les villes ont supplanté les usines comme sites de production de la plus-value et des contradictions sociales centrales (Harvey, 2011).

On retrouve cette idée selon laquelle les espaces urbains seraient devenus les sites par excellence de production et d'exacerbation des contradictions sociopolitiques générées par le capitalisme dans la littérature importante portant sur la néolibéralisation des villes et des politiques urbaines (Peck et Tickell, 2002 ; Brenner et Theodore, 2002 ; Béal et Rousseau, 2008 ; Pinson et Morel *Journal*, 2016 et 2017 pour une présentation critique de ces travaux). Elle est notamment explicite dans la distinction opérée par les tenants de cette théorie entre néolibéralisation de l'urbanisme d'un côté, et urbanisation du néolibéralisme de l'autre. Par néolibéralisation de l'urbanisme, ils désignent le processus par lequel les villes et les gouvernements urbains ont été affectés par de nouvelles contraintes – budgétaires, fiscales, réglementaires – imposées par les gouvernements centraux et les organisations internationales, qui les ont conduits à opter pour des politiques urbaines de l'offre et des comportements de plus en plus concurrentiels. Par urbanisation du néolibéralisme, ils désignent des processus d'accumulation capitaliste dans lesquels les espaces urbains et les mécanismes de production de valeur qui leur sont associés sont devenus essentiels, du fait notamment de la désindustrialisation des villes – qui libère des espaces – et la financiarisation de l'économie – qui libère des capitaux devant être réinvestis.

Un autre courant des études urbaines, davantage ancré dans la sociologie, a voulu nuancer le tableau d'une évolution univoque de villes vers toujours plus d'inégalités. Un certain nombre de travaux, centrés notamment sur les villes européennes, ont tenté de montrer comment celles-ci suivaient une trajectoire qui différait de celle des villes nord-américaines ou des mégapoles du monde émergent (Bagnasco & Le Galès, 1997 ; Kazepov, 2005). Les villes européennes présenteraient des degrés d'inégalités et de ségrégation sociospatiale moindres du fait, notamment, de systèmes nationaux de protection sociale, de régimes d'immigration les exposant moins à des arrivées massives, mais aussi de choix de politiques publiques plus volontaristes en matière de planification et de logement (Musterd, 2005 ; Van Kempen, 2007 ; Van Kempen & Murie, 2009). Toutefois, un nombre croissant de chercheurs qui étaient jusque-là impliqués dans la mise au jour d'un modèle européen parvenant à concilier compétitivité et cohésion s'interrogent aujourd'hui sur la survie de ce modèle (Buck et al., 2005 ; Cucca et Ranci, 2016). La globalisation de l'économie et les agendas néolibéraux – nationaux et urbains – poussant à toujours plus de compétition entre les territoires et privatisant un certain nombre d'aménités urbaines (logements, équipements collectifs, etc.) éroderaient progressivement l'ensemble des éléments – et au premier chef les politiques publiques – qui permettaient jusque-là aux structures sociospatiales des villes d'échapper à l'accroissement des inégalités. Vincent Béal montre dans sa contribution à ce numéro comment certaines politiques jusque-là associées à un agenda progressiste, sont désormais mises au service d'objectifs d'attractivité. Pour certains, la crise qui s'est ouverte en 2008 et les politiques d'austérité qui ont été mises en place en réponse à cette crise poursuivraient, sinon l'abandon, au moins l'érosion du modèle urbain européen (Cucca et Ranci, 2016).

LES POLITIQUES URBAINES EN QUESTION

Les divergences de vue sur l'évolution des inégalités dans les villes contemporaines et le poids des contextes politiques, économiques et sociaux renvoient directement à la question des politiques urbaines. Quel rôle les politiques publiques en général et les politiques urbaines en particulier jouent-elles dans ces processus ? Peuvent-elles faire la différence et atténuer sinon corriger les dynamiques inégalitaires induites par le capitalisme financiarisé ? Pour les géographes et sociologues radicaux, ces politiques, loin de compenser les effets sociospatiaux injustes liés à la transition postindustrielle ou postfordiste, les auraient plutôt accentués, et seraient ainsi devenues

intrinsèquement génératrices d'injustice. On assisterait à un phénomène de néolibéralisation des politiques urbaines, caractérisé par la priorité donnée à des politiques proactives d'offre visant à attirer les capitaux de l'économie postindustrielle et les emplois métropolitains stratégiques (Peck, Tickell, 2002 ; Hackworth, 2007). L'action publique ne disparaît pas, mais elle se met au service de la généralisation des mécanismes de marché dans la production de l'urbain et dans la régulation des rapports entre les groupes sociaux qui peuplent la ville. En quelques années, le socle du keynésianisme spatial, qui assurait une redistribution des ressources entre espaces bien dotés et espaces moins bien dotés avec l'objectif de niveler les conditions de vie, aurait été ébranlé. Les politiques redistributives d'inspiration keynésienne seraient désormais supplantées par ce que Brenner appelle les *locational policies* (2004). Ces politiques, dont les cibles sont les entreprises et les groupes sociaux nomades et détenteurs de ressources pour le développement économique, l'image et le rayonnement du territoire, consistent, pour l'essentiel, à mettre les finances locales au service de ces intérêts. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les politiques de réduction des dépenses publiques et le démantèlement des États providence ont eu pour effet, dès le début des années 1980, de réduire le soutien des États centraux aux villes, y compris à celles plus durement touchées par la désindustrialisation. L'adoption des principes du *public choice* a conduit les gouvernements centraux à voir dans la mise en concurrence des villes et des territoires le remède à la dégradation des services et des conditions de vie. La dérégulation des marchés de biens et de capitaux expose les villes aux délocalisations et les incite à développer des politiques proactives d'attraction des investissements et des classes sociales solvables. Les villes et les gouvernements urbains se sont convertis, plus ou moins forcés, à l'entrepreneurialisme (Harvey, 1989). L'objectif central des politiques urbaines ne serait plus principalement de produire des services à destination des ménages mais de vendre la ville à des groupes sociaux dotés de ressources, d'y créer un *good business climate*, d'investir dans l'amélioration de l'infrastructure urbaine pour créer les conditions d'une construction spéculative de la place. Le *people welfare* aurait ainsi cédé la place au *corporate welfare* (Harvey, 2005).

Ainsi, à partir des années 1990, la reprise de l'accroissement des écarts de richesse entre groupes sociaux et l'emballement des mécanismes de la rente foncière se combinent pour renouveler de puissants mécanismes d'inscription spatiale des inégalités sociales, déjà à l'œuvre, mais souvent sous d'autres formes, lors des périodes précédentes. Un peu partout, les opérations de renaissance urbaine, les grands projets de réaménagement de quartiers centraux ou

péricentraux dont l'objectif affiché est de « requalifier » la ville, c'est-à-dire de créer de la valeur foncière, sont autant de figures imposées du projet urbain qui témoignent de cette exacerbation des logiques de compétitivité dans la production de l'espace urbain. La sémantique du renouvellement urbain et de ses notions connexes (la densité ou encore la durabilité évoquées respectivement dans ce dossier par Max Rousseau et Vincent Béal) est imprégnée d'une vision idéalisée de l'urbanisme traditionnel des villes européennes. Elle véhicule un modèle d'urbanisme et sous-tend des politiques urbaines ayant pour enjeux de restaurer des espaces publics de qualité, une échelle humaine et un sens de la communauté par la forme urbaine. Cette imagerie est largement relayée par les acteurs privés participant à la fabrique de l'urbain – promoteurs immobiliers en tête – qui la diffuse au travers des outils du marketing urbain et du benchmarking tels que les palmarès urbains (sur la qualité des services urbains, la qualité de vie, le bien-être, les villes où il fait bon vivre, les villes préférées des entrepreneurs, etc.). Cette urbanité fantasmée, faite d'interactions sociales dans la rue libérée de l'automobile, les espaces publics apaisés, les cafés et les petits commerces serait spatialement et socialement sélective (Colomb, 2006 ; Clerval, Feury 2009 ; Reigner, Brenac, Hernandez, 2013). Le mot d'ordre de qualité urbaine associé à une constellation de notions – la qualité urbaine est forcément dense et durable, elle est souvent centrale et contre l'automobile – mérite donc d'être interrogé au prisme des effets sociospatiaux des pratiques qu'il légitime. Ce mot d'ordre vient en effet légitimer une gestion différenciée de l'espace urbain justifiée par l'effet de « ruissellement ». Ce dernier véhicule l'idée que les bénéfices de la croissance vont se répartir d'eux-mêmes sur tout le territoire urbain. À ce jeu, cet impératif se traduit très nettement par un surinvestissement public (politique et financier) dans la ville-centre. Cette imagerie de la ville de qualité est également caractérisée par un modèle esthétique et économique qui encourage la présence de certains groupes socioprofessionnels dans la ville... au détriment d'autres. L'impératif de qualité urbaine participerait d'un modèle sélectif insulaire de production de l'espace. Il viendrait légitimer des politiques urbaines qui alimentent des opérations de tri spatial et de tri social (Reigner, 2013 ; Reigner, Hernandez, 2014) et chassent les classes populaires hors de ces espaces créateurs de rente foncière (Clerval, 2013).

Cette conversion entrepreneuriale a une face plus sombre encore. À mesure que les politiques urbaines passent d'un soutien à la demande, caractéristique du compromis keynésiano-fordiste, à un soutien à l'offre, à savoir aux investisseurs, aux entreprises et aux intérêts de la rente foncière, des politiques de répression des

« surnuméraires » du postfordisme se mettent en place. Les groupes sociaux et les espaces urbains qui ne peuvent être mis au service de ces objectifs de développement et d'attractivité sont soit rendus invisibles, soit devenus l'objet de politiques de *containment*. À la classe ouvrière, objet de l'attention d'une portion non négligeable des politiques urbaines fordistes, succède d'une part, une classe de serveurs, précaire et dominée, composée des soutiens de l'économie tertiaire et résidentielle et d'autre part, des « surnuméraires » peuplant les *remainders* de la ville (Dikeç, 2009), à la fois délaissés et invendus de la ville postfordiste. (Bien) vendre la ville implique aussi de la « nettoyer » de ses populations et de ses pratiques indésirables. La promotion de la *safe city*, sûre, propre, durable, deviendrait un impératif des politiques urbaines pour attirer les groupes sociaux les mieux dotés (Helms, Atkinson, Mac Leod, 2007 ; Wacquant, 2008 ; Reigner, Brenac, Hernandez, 2009). Ces politiques peuvent se traduire par des dispositifs de confinement des parias urbains, de sécurisation à outrance, voire de militarisation des espaces publics ou encore de délégation de la gestion de ces espaces à des intérêts privés (centres commerciaux, *Business Improvement Districts*, *Gated Communities*, parcs à thèmes, etc.). Si toutes les villes ne connaissent pas ces formes extrêmes de triage social, il n'en reste pas moins que la question du peuplement est devenu une préoccupation majeure des acteurs des politiques urbaines. Les pratiques et dispositifs visant à « influencer la répartition des groupes sociaux dans l'espace urbain, ces groupes sociaux pouvant être définis selon des critères divers (critères sociaux, ethniques, culturels, d'âge, de sexualité, etc.) » (Morel Journel et Sala Pala, 2011 ; Desage et al., 2014) sont désormais une dimension courante et naturalisée des politiques urbaines.

Cela nous amène à évoquer un autre aspect de l'intérêt du concept de justice spatiale comme pratique démocratique de production de l'urbain. Selon Iris Marion Young, Colin Crouch, Erik Swyngedouw ou encore Susan Fainstein, on ne peut produire de politiques urbaines justes si les groupes sociaux dominés ne sont pas impliqués dans leur processus de production. Autrement dit, une gouvernance urbaine inclusive est nécessaire à la production de politiques urbaines justes (Young, 1990 ; Crouch, 2004 ; Swyngedouw, 2006 ; Fainstein, 2010). L'accroissement de diverses formes d'oppression qui s'exercent dans la ville sur les groupes dominés (exploitation, marginalisation, absence de pouvoir, impérialisme culturel et violence pour reprendre la terminologie de Young) serait donc le signe d'une tendance oligarchique et d'une dérive élitaire de la gouvernance urbaine (Pinson, 2010). La politologue américaine Wendy Brown qualifie la gouvernance urbaine néolibérale de forme politique dé-démocratisée (Brown, 2006). Parce que le néolibéralisme

est un projet politique où les citoyens sont considérés comme responsables de leur sort, les inégalités structurelles y sont dépolitisées pour être interprétées comme des choix individuels imprudents (Brawley, 2009).

Aux côtés de ces travaux, d'autres proposent un tableau plus nuancé des évolutions urbaines en cours, en s'appuyant notamment sur des terrains qui tranchent avec les situations d'extrême exacerbation des injustices que l'on peut rencontrer aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. À titre d'exemple, les textes réunis par Yuri Kazepov dans *Cities of Europe* (2005), montrent que si les villes d'Europe continentale ont été confrontées aux mêmes pressions que les villes du monde anglo-américain – transformation des systèmes productifs, recomposition de l'État national, pressions sur les États providence – et si ces pressions ont souvent débouché sur l'accroissement des inégalités sociales et la polarisation de la structure sociospatiale des villes européennes, les villes européennes semblent avoir mieux résisté à ces évolutions. Cette capacité de résistance est due aux contextes, autrement dit aux systèmes institutionnels dans lesquels les villes européennes sont enchâssées et qui leur ont permis de « métaboliser » ces pressions et de les rendre compatibles avec le maintien de certaines formes de solidarité sociospatiale. Ces systèmes institutionnels comprennent des éléments qui relèvent des contextes stato-nationaux, comme le rôle qu'a joué historiquement l'État dans l'organisation du développement capitaliste et dans la régulation de ses contradictions, notamment dans le cadre de l'État providence (Hall & Soskice, 2001), ou encore la nature des relations entre États centraux et villes et la marge de manœuvre dont ces dernières peuvent bénéficier pour mener à bien des politiques redistributives (Sellers et Lidström, 2007). Aujourd'hui, la résistance des mécanismes de redistribution et la présence, toujours forte, des services et des emplois publics protègent encore les villes européennes du développement de contrastes sociospatiaux qui touchent les villes américaines ou celles du monde émergent. L'importance du rôle historique de l'État a aussi légué aux villes européennes une prééminence du politique qu'on ne retrouve guère ailleurs, et qui se traduit encore aujourd'hui par la légitimité dont jouissent, par exemple, la planification urbaine ou l'intervention publique dans la régulation du marché du logement. Les contextes locaux, leur stabilité historique et leur épaisseur sociale et culturelle, constituent l'autre élément des systèmes institutionnels qui métabolisent l'impact des transformations structurelles (Musterd, Ostendorf, 2013). À cette échelle locale, on peut observer un regain significatif de la capacité des gouvernements locaux à produire des politiques urbaines qui, s'il peut s'exprimer par la généralisation de politiques de compétitivité

voire de soutien à certains processus de gentrification, peut aussi prendre la forme de politiques en direction des populations et des quartiers les plus fragiles (Saraceno, 2002 ; Le Galès, 2003). Une vaste enquête collective internationale coordonnée par Jeffrey Sellers sur les *Place Equality Regimes* dans onze pays révèle la grande diversité des systèmes d'inégalités entre ménages et entre municipalités au sein des métropoles, mais aussi la capacité des politiques publiques – par des mécanismes de transferts financiers et des dispositifs de production de services publics – à atténuer les situations d'inégalités sociales et territoriales (Sellers et al., 2017). L'article de Galimberti, Pinson et Sellers dans ce dossier constitue la composante française de cette enquête. Il montre que les métropoles françaises présentent des indices d'inégalités territoriales et sociales relativement peu élevés comparés à d'autres pays et le rôle fort des systèmes de transferts fiscaux dans l'atténuation des inégalités territoriales. S'appuyant sur des données recueillies pour l'essentiel avant que la crise de 2008 ne produise ses effets, et avant les récentes coupes dans les transferts de l'État vers les collectivités, il dévoile en creux l'effet extrêmement négatif que ces coupes pourraient avoir sur les *Place Equality Regimes* des métropoles françaises.

D'autres travaux soulignent, de leur côté, les limites empiriques des discours catastrophistes sur la gentrification généralisée et la segmentation des espaces urbains en enclaves ethniques. Edmond Préteceille (2006, 2009), à partir du cas parisien, a montré que la gentrification généralisée ou la dualisation étaient des concepts sinon inadéquats, au moins difficiles à utiliser pour subsumer l'ensemble des transformations qui travaillent la région parisienne. Y compris dans une métropole comme Paris saisie par la mondialisation et l'emballement des marchés immobiliers, les quartiers mixtes associant classes moyennes et catégories populaires restent la modalité dominante du tissu sociospatial de la capitale. Les nuances apportées au diagnostic d'un progrès inexorable des injustices spatiales sont aussi de nature plus proprement politique. Patrick Simon (1995, 2005) a ainsi révélé comment, dans certaines villes, les processus de changement d'occupation sociale des quartiers sont compensés ou freinés par des mobilisations interclassistes et interculturelles, le plus souvent initiées par ces classes moyennes qui sont au cœur des mécanismes de gentrification, et qui peuvent contribuer à maintenir la mixité sociale dans ces quartiers et à inciter les pouvoirs publics à œuvrer en faveur de cette mixité. Certes, ceci n'est pas exclusif d'autres stratégies, impliquant parfois les mêmes classes moyennes et visant, à l'inverse ou de manière complémentaire, à contrôler les effets d'une proximité sociale porteuse potentiellement de risques (Tissot, 2011 ; Andreotti et al., 2016 ; Atkinson, 2016). Mais il faut

sans doute se garder d'une lecture faisant de ces logiques de mise à distance l'alpha et l'oméga des pratiques urbaines, les donnant à voir comme radicalement nouvelles et capables d'influer sur l'orientation des politiques urbaines.

De manière générale, on peut penser qu'il est abusif de réduire, comme le font souvent les auteurs radicaux mentionnés au début de cette introduction (Moulaert, Rodriguez, Swyngedouw, 2003 ; Brenner, 2004), la montée en puissance des villes et de leurs stratégies de croissance à une conversion sans nuance aux principes néolibéraux et à l'abandon de toute ambition de lutte contre les inégalités. D'une part, les stratégies *boosterist* ne sont pas entièrement nouvelles, y compris en Europe continentale. D'autre part, si elles constituent des réponses au recul des politiques étatiques d'aménagement du territoire, aux nouvelles formes d'organisation des firmes et plus particulièrement au rôle nouveau de la localité dans les systèmes productifs, et donc si elles sont le témoin de la montée en puissance des enjeux de développement dans les agendas urbains, elles ne sont pas exclusives de préoccupations redistributives. Dans l'ensemble, les travaux francophones se situant dans le chantier de recherche de la gouvernance urbaine insistent sur le caractère nécessairement ambigu de l'évolution des politiques urbaines (Le Galès, 2003 ; Pinson, 2006, 2009 ; Dormois, 2006). S'ils ne nient pas le tropisme *boosterist* des politiques urbaines contemporaines, ils mettent l'accent sur le fait que, plus globalement, c'est à la recomposition d'une capacité d'action dans les villes européennes que l'on assiste aujourd'hui. Les villes françaises et européennes apparaissent dans ces travaux comme des espaces de production de sens, d'un projet, d'une identité, et plus généralement, des espaces à l'échelle desquels les liens politiques et les solidarités sociales sont susceptibles de se reconstituer. Les villes compteraient ainsi parmi les échelles bénéficiant de la redistribution de l'autorité politique, et de la moindre capacité des États nationaux à assurer l'intégration et la direction des sociétés capitalistes. Mais en fin de compte, cette nouvelle capacité à projeter, programmer et mettre en œuvre des politiques publiques est mise au service d'objectifs de cohésion sociale autant que de compétitivité économique. L'article de Vincent Béal dans ce dossier explique que si les politiques de défense de l'environnement de la ville et de la métropole de Nantes ont été largement enrôlées dans une stratégie globale d'insertion dans la compétition territoriale européenne, ceci n'est pas exclusif de la mise au service de ces politiques d'objectifs de redistribution.

Finalement, c'est à une analyse agnostique, pondérée et surtout ancrée dans des recherches empiriques qu'invitent les articles réunis ici. Faire le constat d'inégalités croissantes dans les sociétés contemporaines nourrissant potentiellement des logiques de séparation sociale dans l'espace urbain ne doit pas conduire à conclure que les politiques urbaines accentuent nécessairement ce phénomène au nom d'agendas dominés par les enjeux de compétitivité et d'attractivité. Cela peut être effectivement le cas, mais parfois les politiques contribuent, à l'inverse, à limiter les effets de ces logiques inégalitaires et centrifuges. Pour autant, faire l'hypothèse d'un effet compensatoire des politiques urbaines ne doit pas conduire à ignorer les tentatives des acteurs et des groupes sociaux pour neutraliser ces efforts. Dans ce dossier, l'article de Max Rousseau souligne à quel point les objectifs de densité, de mixité et de distribution plus équitable du logement social promus à l'échelle nationale, et mis en œuvre à l'échelle métropolitaine à Lyon peuvent être dévoyés par des mobilisations et des négociations politiques locales. Les mutations du capitalisme et les agendas néolibéraux qui sont censés les accompagner ne sont donc pas les seules variables explicatives des dynamiques urbaines à l'œuvre aujourd'hui. Les textes réunis ici montrent que les arrangements institutionnels nationaux et locaux (Galimberti et al.), les mouvements *grassroots* et *Nimby* (Rousseau) ou encore les impératifs politiques liés à la construction d'une assise électorale et d'une coalition de gouvernement urbain (Béal) constituent des facteurs explicatifs potentiellement aussi puissants.

Ainsi dans la lignée des travaux d'économie politique urbaine (Fainstein, Gordon et Harloe, 1992 ; Stone, 1993), des travaux récents sur la gentrification politique (Slater, 2004 ; Rousseau, 2008) mais aussi, d'un certain point de vue des travaux sur la néolibéralisation (Peck, Tickell, 2002), les articles de ce dossier apportent, à leur façon, un complément institutionnaliste (March et Olsen, 1995) à des approches plus fonctionnalistes qu'ils ne rejettent pas pour autant. C'est bien un intérêt commun pour les politiques urbaines et la manière dont elles accompagnent, accentuent ou contrarient les processus de transformation des espaces urbains – processus induits par les transformations de l'économie, des technologies ou encore des modes de vie – qui réunit les auteurs. Enfin, l'autre posture « frontalière » que partagent ces auteurs consiste à porter le regard à la fois sur les discours, paradigmes, référentiels et idéologies, qui fondent et accompagnent les politiques urbaines, mais aussi sur les effets sociospatiaux de ces politiques, et notamment leur *outcomes* en termes de justice spatiale. En cela, c'est aussi une posture de recherche spécifique que les auteurs partagent, une posture qui les

conduit à articuler le sérieux de la recherche empirique et de la démonstration scientifique à la posture critique.

Gilles Pinson
Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim (UMR 5116)
g.pinson@sciencespobordeaux.fr

H     Reigner
Aix-Marseille Université, Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional,
LIEU (EA 889)
helene.reigner@univ-amu.fr

Références bibliographiques

- ANDREOTTI A., MORENO FUENTES F. J., LE GALÈS P., 2016 *Un monde à la carte. Les villes européennes des cadres supérieurs*, Paris : PUF.
- ATKINSON R., 2016 « Limited Exposure : Social Concealment, Mobility and Engagement with Public Space by the Super-Rich in London », *Environment and Planning A*, 48 (7), p. 1302-1317.
- BAGNASCO A., LE GALÈS P., 1997 *Villes en Europe*, Paris : La Découverte.
- BEAL V., ROUSSEAU M., 2008 « N  olib  raliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative » *Métropoles*, 4, <http://metropoles.revues.org/3502>.
- BEAUREGARD R., BODY-GENDROT S., (dir.) 1999 *The Urban Moment : Cosmopolitan Essays on the Late-20th-Century City*, Thousand Oaks : Sage Publications.
- BIDOU C., (dir.) 2003 *Retours en ville. Des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris : Descartes.
- BRAWLEY L., 2009 « The Practice of Spatial Justice in Crisis », *Justice spatiale | Spatial justice*, 1, <https://www.jsj.org>.
- BRENNER N., 2004 *New State Spaces : Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford : Oxford University Press.
- BRENNER N., THEODORE N., 2002 « Cities and the Geographies of "Actually Existing" Neoliberalism », *Antipode*, 34 (3), p. 349-379.
- BRET B., 2008 «   quit   territoriale », www.hypergeo.eu.
- BROWN W., 2006 « American Nightmare : Neoliberalism, Neoconservatism and De-democratization », *Political Theory*, 34 (6), p. 690-714.
- BUCK N., GORDON I., HARDING A., TUROK, I. 2005 *Changing Cities : Rethinking Competitiveness, Cohesion and Governance*, Londres : Palgrave.

INTRODUCTION

- CHABROL M., COLLET A., GIROUD M., LAUNAY L., ROUSSEAU M., TER MINASSIAN H., 2016 *Gentrifications*, Paris : Amsterdam.
- CHARMES É., 2011 *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris : PUF.
- CLERVAL A., FLEURY A., 2009 « Politiques urbaines et gentrification, une analyse critique à partir du cas de Paris », *L'espace politique*, 8.
- CLERVAL A., 2013 *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris : La Découverte.
- COLOMB C., 2006 « Le New Labour et le discours de la « renaissance urbaine » au Royaume-Uni. Vers une revitalisation ou une gentrification accélérée des centres-villes britanniques », *Sociétés contemporaines*, 63 (3), p. 15-37.
- CROUCH C., 2004 *Post-democracy*, Londres : Wiley-Blackwell.
- CUCCA R., RANCI C. (dir.), 2016 *Unequal Cities : The Challenge of Post-industrial Transition in Times of Austerity*, Londres : Routledge.
- DAVIS M., 1998 *Ecology of Fear : Los Angeles and the Imagination of Disaster*, New York : Metropolitan Books.
- DESAGE F., MOREL JOURNEL C., SALA PALA V., 2014 *Le peuplement comme politiques*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- DEJEAN F., 2013 « État de littérature. La « justice spatiale » : revue des savoirs francophones et anglophones », *Critique internationale*, 61 (4), p. 171-183.
- DIKEÇ M., 2009 « Space, Politics and (In)justice », *Justice spatiale | Spatial justice*, 1., <https://www.jssj.org>.
- DONZELOT J., 2004 « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, 303, p. 14-39.
- DORMOIS, 2006 « Structurer une capacité politique à l'échelle urbaine », *Revue française de science politique*, 56 (5), p. 837-867.
- FAINSTEIN S., 2010 *The Just City*, Ithaca : Cornell University Press.
- FAINSTEIN S., GORDON I., HARLOE M. (dir.), 1992 *Divided Cities : New York & London in the Contemporary World*, Oxford : Blackwell.
- GERVAIS-LAMBONY P., DUFAUX F., 2009 « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, 665-666, p. 3-15.
- HACKWORTH., 2007 *The Neoliberal City : Governance, Ideology, and Development in American Urbanism*, Ithaca : Cornell University Press.
- HALL P., SOSKICE D. (dir.), 2001 *Varieties of Capitalism. The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford : Oxford University Press.
- HAMNETT C., 2003 *Unequal City : London in the Global Arena*, Londres : Routledge.
- HARVEY D., 1973 *Social Justice and the City*, Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- HARVEY D., 1989 « From Managerialism to Entrepreneurialism : the Transformation of Urban Politics in Late Capitalism », *Geografiska Annaler*, 71(B), p. 3-18.
- HARVEY D., 1992 « Social Justice, Postmodernism and the City », *International Journal of Urban and Regional Research*, 16 (4), p. 588-601.

- HARVEY D., 2005 *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press.
- HARVEY D., 2011 *Le capitalisme contre le droit à la ville. N  olib  ralisme, urbanisation et r  sistances*, Paris : Amsterdam.
- HELMS G., ATKINSON R., MAC LEOD G., 2007 « Securing the City : Urban Renaissance, Policing and Social Regulation », *European Urban and Regional Studies*, 14 (4), p. 267-276.
- JACOBS J., 1991 *D  clin et survie des grandes villes américaines*, Bruxelles : Mardaga.
- KAZEPOV Y. (dir.), 2005 *Cities of Europe : Changing Contexts, Local Arrangements, and the Challenge to Urban Cohesion*, Oxford : Blackwell.
- LE GALÈS P., 2003 *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris : Presses de Sciences Po.
- LEES L., SLATER T., WYLY E. (dir.), 2007 *Gentrification*, Londres : Routledge.
- LEFEBVRE H., 1968 *Le droit à la ville*, Paris : Anthropos.
- LEFEBVRE H., 1974 *La production de l'espace*, Paris : Anthropos.
- MARCH J. G., OLSEN J.P., 1995 *Democratic Governance*, New York : The Free Press.
- MARCUSE P., VAN KEMPEN R. (dir.), 2000 *Globalizing Cities : A New Spatial Order ?*, Oxford : Blackwell.
- MERRIFIELD A., SWYNGEDOUW E. (dir.), 1997 *The Urbanization of Injustice*, New York : New York University Press.
- MOREL JOURNAL C., SALA PALA V., 2011 « Le peuplement, catégorie montante des politiques urbaines n  olib  rales ? », *M  tropoles*, 10, <https://metropoles.revues.org/4536>.
- MOULAERT F., RODRIGUEZ A., SWYNGEDOUW E., 2003 *The Globalized City : Economic Restructuring and Social Polarization in European Cities*, Oxford : Oxford University Press.
- MUSTERD S., 2005 « Social and Ethnic Segregation in Europe : Levels, Causes, and Effects », *Journal of urban affairs*, 27 (3), p. 331-348.
- MUSTERD S., OSTENDORF W. (dir.), 2013 *Urban Segregation and the Welfare State : Inequality and Exclusion in Western Cities*, Londres : Routledge.
- PECK J., TICKELL A., 2002 « Neoliberalizing Space », *Antipode*, 34 (3), p. 380-404.
- PINSON G., 2006 « Projets de ville et gouvernance urbaine. Pluralisation des espaces politiques et recomposition d'une capacité d'action collective dans les villes européennes », *Revue française de science politique*, 56 (4), p. 619-651.
- PINSON G., 2009 *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris : Presses de Sciences Po.
- PINSON G., 2010 « Des métropoles ingouvernables aux métropoles oligarchiques », *Territoires 2040*, 1, p. 65-69.
- PINSON G., MOREL JOURNAL C., 2016 « The Neoliberal City-Theory, Evidence, Debates », *Territory Politics Governance*, 4 (2), p. 137-153.
- PINSON G., MOREL JOURNAL C. (dir.), 2017 *Debating the Neoliberal City*, Londres : Routledge.

INTRODUCTION

- PRÉTECEILLE E., 2006 « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés contemporaines*, 62 (2), p. 69-93.
- PRÉTECEILLE E., 2009 « La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne ? », *Revue française de sociologie*, 50 (3), p. 489-519.
- REIGNER H., BRENNAC T., HERNANDEZ F., 2009 « Circuler dans la ville sûre et durable : des politiques publiques contemporaines ambiguës, consensuelles et insoutenables », *Métropoles*, 5, <https://metropoles.revues.org/3808>.
- REIGNER H., 2013 « Sous les pavés de la qualité urbaine. Gouvernement des territoires, gouvernement des conduites et formes renouvelées de la domination dans la ville néo hygiéniste », mémoire d'HDR, Sciences Po Paris.
- REIGNER H., BRENNAC T., HERNANDEZ F., 2013 *Nouvelles idéologies urbaines. Dictionnaire critique de la ville mobile, verte et sûre*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- REIGNER H., HERNANDEZ F., 2014 « Tri social, tri spatial dans la ville durable. Le cas des politiques urbaines de transport et de déplacements » dans Da Cunha A., Guinand S. (dir.), *Qualité urbaine, justice spatiale et projet*, Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, p. 285-298.
- ROUSSEAU M., 2008 « "Bringing Politics back in" La gentrification comme politique de développement urbain ? », *Espaces et sociétés*, 132 (133), p. 75-90.
- SARACENO C. (dir.), 2002 *Social Assistance Dynamics in Europe : National and Local Poverty Regimes*, Bristol : Policy Press.
- SASSEN S., 2001 *The Global City : New York, London, Tokyo*, Princeton : Princeton University Press.
- SELLERS J., LIDSTRÖM A. 2007 « Decentralization, Local Government, and the Welfare State », *Governance*, 20 (4), p. 609-632.
- SELLERS J., ARRETICHE M., KÜBLER D., RAZIN E. (eds.), 2016 *Inequality and Governance in the Metropolis : Place Equality Regimes and Fiscal Choices in Eleven Countries*, Londres : Palgrave MacMillan.
- SIMON P., 1995 « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation. Belleville, Paris XX^e », *Cahiers internationaux de sociologie*, 98, p. 161-190.
- SIMON P., 2005 « Gentrification of Old Neighborhoods and Social Integration in Europe » in Kazepov Y. (dir.), *Cities of Europe : Changing Contexts, Local Arrangements, and The Challenge to Urban Cohesion*, Oxford : Blackwell, p. 210-232.
- SLATER T., 2004 « Municipally Managed Gentrification in South Parkdale, Toronto », *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 48 (3), p. 303-325.
- SMITH N., 1996 *The New Urban Frontier : Gentrification and the Revanchist City*, London : Routledge.
- SOJA E. W., 2009 « The City and Spatial Justice », *Justice spatiale | Spatial justice*, 1, <https://www.jsj.org>.
- STONE C., 1993 « Urban Regimes and the Capacity to Govern : A Political Economy Approach », *Journal of Urban Affairs*, 15 (1), p. 1-28.

- SWYNGEDOUW E., 2006 « The Post-Political City » dans BAVO (eds.), *Urban Politics Now. Re-Imagining Democracy in the Neoliberal City*, Rotterdam : NAI Publishers, p. 58-77.
- TISSOT S., 2011 *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris : Raisons d'agir.
- VAN KEMPEN R., 2007 « Divided Cities in the 21st Century : Challenging the Importance of Globalization », *Journal of Housing and the Built Environment*, 22 (1), p. 13-31.
- VAN KEMPEN R., MURIE A., 2009 « The New Divided City : Changing Patterns in European Cities », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, 100 (4), p. 377-398.
- WACQUANT L., 2008 « Relocating Gentrification : the Working Class, Science and the State in Recent Urban Research », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32 (1), p. 198-205.
- YOUNG I. M., 1990 *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press.

